

LE «CLUB ENERGY» OUVRE LE DÉBAT

Que faire face au sévère stress hydrique ?

La croissance démographique et la pression sans cesse croissante sur les ressources hydriques accentuent l'impact du stress hydrique qui n'épargne pas l'Algérie. De l'avis du P^r Mustapha Kamel Mihoubi, le pays subit depuis 2021 l'un des stress hydriques les plus sévères au monde avec un taux de prélèvement alarmant de 138% des ressources renouvelables, dépassant largement le seuil critique de 100% établi par l'ONU.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La disponibilité de l'eau en Algérie est tombée au-dessus du seuil de rareté avec moins de 300 m³ par an, par habitant, la classant parmi les pays souffrant de pénurie sévère. Tous les indices convergent vers ce même constat établi, hier, par le P^r Mustapha Kamel Mihoubi, enseignant-chercheur en hydraulique et ancien ministre des Ressources en eau. Il s'exprimait à l'occasion de la table ronde organisée, hier, par le Club Energy dédiée aux défis que pose la gestion de l'eau en Algérie. Dans une intervention autour des indicateurs du stress hydrique en Algérie, le P^r Mihoubi a affirmé que selon le rapport UN Water-FAO de 2024, l'Algérie «subit depuis 2021 l'un des stress hydriques les plus sévères au monde.

Avec un taux de prélèvement alarmant de 138% des ressources renou-

sources en eau, particulièrement dans les régions confrontées à des risques de pénurie. Ces instruments, qu'ils soient unidimensionnels ou multidimensionnels, permettent une évaluation périodique de l'état des ressources hydriques et offrent aux décideurs une vision globale des tensions existantes. Leur utilisation s'avère indispensable dans la planification du développement, l'aménagement du territoire et l'orientation

des activités économiques et agricoles futures». Il considère que «la préservation durable des ressources pour les générations présentes et futures, nécessite une approche politique proactive, où les outils de suivi du stress hydrique et de l'empreinte hydrique deviennent des leviers stratégiques majeurs. Cette situation exige une refonte profonde de la gouvernance et de la planification. Les indicateurs de stress hydrique représentent désormais des instruments fondamentaux pour quantifier les risques, hiérarchiser les usages prioritaires et orienter la gestion rationnelle vers une résilience territoriale et sociale accrue face aux défis clima-

tiques et au développement économique durable». Il déplore néanmoins que ces indicateurs ne soient pas pris en compte dans la planification des projets structurants et propose de mettre en place des solutions pour davantage de sobriété domestique à travers la rationalisation de l'utilisation de l'eau, la réduction des pertes au niveau des réseaux et plaide pour la même sobriété au niveau des secteurs industriel et agricole tout en agissant sur une tarification progressive de l'eau potable pour inciter à la modération.

Prenant la parole à son tour, à l'ouverture des débats, le président du Club Energy a assuré que le

stress hydrique auquel fait face l'Algérie nécessite autant de réflexion que la mise en place d'une stratégie efficace alors que Ahmed Attar, vice-président du même club, a mis l'accent sur la pression qu'exercent les besoins du secteur agricole et la croissance démographique sur les ressources hydriques, ce qui, dit-il, exige une transformation profonde du mode de gouvernance et d'allocation des eaux pour garantir la sécurité hydrique d'ici 2030 et trouver un modèle économiquement viable tout en sécurisant tant la consommation domestique, agricole ou encore industrielle.

N. I.

LE SALON WOODTECH 2025 OUVRE SES PORTES

Promouvoir l'innovation et la compétitivité de la filière bois en Algérie

Le Salon international du bois, mené par le Club Energy, a été inauguré hier samedi au Palais des expositions d'Algérie. La filière a ouvert le champ aux acteurs et opérateurs venus faire la promotion de leurs produits, réclamer davantage de sou-

ailleurs, les discours des représentants locaux ont convergé sur une même nécessité: renforcer les capacités locales afin de réduire la dépendance

PÉTROLE

Le baril de Brent à 62,42 dollars

Les cours du pétrole tentaient mercredi de se stabiliser, après leur baisse mardi, le marché attendant de nouvelles avancées diplomatiques sur les principales questions géostratégiques. Vers 10H40 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, cédait 0,10% à 62,42 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, prenait 0,02% à 57,96 dollars. Selon les analystes, une progression des négociations concernant les dossiers géostratégiques principaux est un facteur de baisse, car elle réduit le risque qui fait gonfler des cours du pétrole.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 27 novembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



Chronique Eco

d'Anouar
El Andaloussi

Pénurie d'eau et stress hydrique : boire du Gaz serait une solution

La dynamique association « Club Energy » continue son bonhomme de chemin pour aborder des sujets qui ne relèvent pas de son périmètre habituel, l'énergie dans toutes ses dimensions. Après sa conférence de juin dernier sur « le rôle des sciences sociales dans le développement » qui a connu un franc succès et cloué au pilori la communauté universitaire des sciences sociales, voilà qu'elle récidive en ce mois de novembre pour organiser une table ronde sur « Stress Hydrique et gestion de l'Eau en Algérie ». La table ronde est introduite par M. Sahbi, président de l'association, qui a insisté sur le contexte général et les défis que doit surmonter notre pays pour être à l'abri d'une crise grave sur cette denrée rare, coûteuse et indispensable pour la vie humaine. M. Attar, ancien ministre des ressources en eau, a modéré la table ronde, animée par deux professeurs en hydraulique (M. Mihoubi et M. Chettih). Le premier thème a porté sur les indicateurs du stress hydrique et stratégie pour une gestion durable de l'eau, alors que le second a abordé le sujet des « grands aquifères du Sahara en utilisant les connaissances et les outils du XXI siècle » autant dire que l'un a parlé des besoins et des usages de l'eau et l'autre des ressources fossiles et leurs enjeux. Le sujet est en soi polémique et suscite la curiosité, l'interrogation et l'inquiétude.

Les exposés ont présenté des situations contrastées entre les besoins pour les différents usages (domestique, agriculture, industrie) et les ressources disponibles ou potentielles (eaux de surface, souterraines, de dessalement et nappes). Autant les besoins croissent rapidement par l'effet démographique et du mode de vie, alors que les ressources renouvelables se rétrécissent par les effets climatiques (sécheresse, rabatte-

ment des forages, salinité...). L'ajustement se fait par le dessalement d'eau de mer et l'exploitation des nappes aquifères. Cet ajustement n'est pas soutenable à long terme ou du moins il a des limites pour des considérations budgétaires ; pourtant, l'Algérie bénéficie d'un avantage considérable en termes de disponibilités de l'énergie et de son coût. Le coût de dessalement est extrêmement élevé même avec un coût de l'énergie subventionné. Il viendra le jour où ce coût sera lui aussi ajusté pour faire un arbitrage entre consommation domestique du gaz (électricité pour les centrales de dessalement) et exportation (revenus en devises).

La situation algérienne est particulièrement préoccupante. Notre pays fait partie des pays les plus exposés à une pénurie de l'eau absolue, voire sévère aggravée par des épisodes de stress hydrique devenu récurrent ces dernières années (faible pluviométrie sur l'ensemble du territoire). La région MENA, déjà en situation de stress hydrique sévère, fait face à des défis particulièrement aigus : l'Algérie, l'Égypte et la Tunisie affichent des indicateurs inférieurs à 500 m³/hab./an, seuil de pénurie sévère.

En 2025, les ressources disponibles proviennent des eaux de surface (11 Mds m³, 59.7%), des eaux fossiles (3.5 Mds m³, 19.1%), des ressources souterraines 2.5 Mds m³, 13.6%) et du dessalement d'eau de mer (1.4 Mds m³, 7.6%). Ces ressources donnent un volume compris entre 284 et 387 m³/hab./an. Les besoins en eau sont de 10.80 Mds m³ répartis entre la consommation domestique (31%), l'agriculture (près de 65%) et l'industrie (4%). L'indice d'exploitation des ressources en eau calculé comme un ratio : prélèvements / ressources renouvelables ; en Algérie, il est estimé en 2025 à 85% ; ce qui est excessif et exprime un stress très élevé. Il

mesure aussi la menace sur la durabilité de la ressource à long terme. « Selon le rapport UN-Water/FAO de 2024, l'Algérie subit depuis 2021 l'un des stress hydrique les plus sévères au Monde. L'indicateur de développement durable SDG (ODD6.4.2) révèle un taux de prélèvement alarmant de 138% des ressources renouvelables, dépassant largement le seuil critique de 100% établi par l'ONU. (Abstract de la communication de M. Mihoubi). Au final, les ressources en eau renouvelables, décroissantes, ne sont plus suffisantes pour couvrir les besoins croissants de la population et de l'économie. Le recours aux ressources non conventionnelles est devenu un impératif. Cependant l'exploitation de ces dernières pose de sérieux problèmes tant au plan environnemental qu'au plan financier. Le dessalement de l'eau de mer n'est pas une sinécure, au contraire les coûts en équipements, en produits et surtout en énergie sont exorbitants, d'autant plus qu'hormis l'énergie, tout le reste est importé. La soutenabilité budgétaire est aujourd'hui posée ; peut-on continuer à considérer l'eau de dessalement comme une source renouvelable ? Du point de vue « coût financier », elle ne l'est pas, car sa production et sa disponibilité ne sont possibles qu'au prix d'un effort budgétaire colossal, derrière chaque centrale de dessalement, il y a une centrale électrique. Les systèmes aquifères profonds du Sahara offre une alternative pour couvrir les déficits constatés. La connaissance scientifique est nécessaire pour comprendre leur « fonctionnement » et leurs caractéristiques. « Le devenir de ces eaux fossiles constitue aujourd'hui l'un des axes majeurs de la réflexion sur la gestion durable des ressources en eau dans les régions arides. Un enjeu scientifique essentiel réside dans l'étude de ces eaux souterraines profondes,

considérées comme de véritables archives paléo-climatiques » (Abstract de la communication de M. Chettih.)

Les auteurs terminent leurs interventions par des conclusions-recommandations claires et pertinentes. Le premier énonce des recommandations de bon sens :

«La réduction des pertes dans les réseaux, le déploiement de l'irrigation goutte à goutte, la valorisation des eaux usées épurées, la protection des aquifères transfrontaliers et la tarification progressive représentent des leviers d'action concrets et mesurables. Les scénarios prospectifs montrent qu'avec des politiques volontaristes, il est possible de maîtriser la demande et d'éviter une surexploitation catastrophique. Face à ces enjeux, la coopération internationale, particulièrement autour des systèmes aquifères transfrontaliers comme le SASS, devient impérative. »

Le deuxième conférencier appuie sur l'importance du savoir scientifique pour faire face aux défis du futur, il préconise :

« L'intégration d'outils numérique de pointe, notamment des techniques d'optimisation issues de l'IA apparaît indispensable pour un calage plus précis du modèle. Elle ouvre la voie à une meilleure compréhension du fonctionnement du Continental Intercalaire et inscrit la recherche hydrogéologique saharienne dans la dynamique technologique du XXIème siècle. »

L'Algérien continuera à consommer du gaz même là où il ne s'attendait pas. Toute ressource naturelle a des limites et c'est pourquoi sa consommation doit être rationnelle et son coût doit être supporté équitablement par tous les usagers si l'on veut qu'elle dure le plus longtemps possible.